ELECTIONS LEGISLATIVES

Département de la Manche — Deuxième Circonscription

Candidat indépendant d'action républicaine

Français et Françaises,

Quatre années viennent de s'écouler, la 5e République n'a pas réussi à faire l'union fraternelle de tous les Français.

Mon programme de 1958 n'a pas beaucoup changé, mes idées sociales sont les mêmes. Nous devions conserver le vote de la constitution de 1958 qui a été dicté par le général de Gaulle et approuvé par la Nation, ce texte étant sacré.

Permettez-moi d'exposer les grandes lignes de ce que nous estimons nécessaire au soutien et à la continuation de cet impérissable action sur le plan national et social. Nos Députés et Sénateurs sont actuellement trop nombreux : un par deux cent mille électeurs serait suffisant. Ils doivent être payés au jeton de présence afin que la fonction ne soit pas une sinécure, interdiction de voter par procuration. Je demande la suppression des retraites de nos élus. Nos élus ne sont pas des Fonctionnaires. Enfin nous insistons sur le point essentiel que le représentant du peuple, ministre ou autre, soit rendu responsable dans ses biens et sa personne. Le Ministre a sa responsabilité.

FISCALITE. — Allègement des charges fiscales, le système actuel est trop lourd, le Français moyen verse 30 et 35 % de son revenu à l'Etat. Les commerçants, les petits fonctionnaires, les ouvriers, les agriculteurs en paient les pots cassés, alors que la grosse industrie par des artifices de comptabilité allège leurs revenus. Je demande que toutes les Entreprises quelles qu'elles soient paient tous leurs impôts sur leurs bénéfices réels réalisés.

CHARGES SOCIALES et FAMILIALES. — Question familiale et sécurité sociale je demande l'égalité pour tous les Français quels qu'ils soient. Il est de toute nécessité de respecter la fortune des citoyens qui reste l'armature fiscale de l'Etat, mais ce respect n'est nullement incompatible avec l'aide que la richesse doit apporter aux travailleurs dont ces derniers sont parfois l'instrument.

RETRAITE ARTISANALE, COMMERCIALE ET AGRICOLE. — Je demande que ces lois folles deviennent facultatives et non dictatoriales. Il est impensable qu'on saisisse les meubles d'un ouvrier ou d'un petit artisan sous prétexte qu'il ne peut plus payer son assurance vieillesse ou autre. Ces lois sont anti-sociales. Je demande que la retraite soit ramenée à 60 ans. Je demande également qu'une loi soit votée pour soutenir les vieux travailleurs dans le besoin. La meilleure arme contre le communisme du désespoir est cette association par le capital-travail. Patrons et ouvriers trouveront leur compte. Le minimum vital d'un ouvrier et d'un petit fonctionnaire doit être actuellement de cinquante mille francs par mois et suivant l'indice de la vie. Le complément serait calculé suivant ses qualités techniques et morales, chose capitale. Si tous les ouvriers, fonctionnaires et autres étaient payés suivant leurs qualités professionnelles nous supprimerions immédiatement le communisme par la diplomatie nationale.

QUESTIONS AGRICOLES. — Les prix des produits agricoles doivent se trouver à égalité avec les prix industriels. L'agriculture est notre fortune nationale. Avec cette égalité dans la justice, nos agriculteurs travailleront de tout cœur pour une bonne exploitation nationale et ne se mettront plus en grève. Je demande la suppression du blé dénaturé, véritable scandale de la vente des céréales.

QUESTIONS SECURITE SOCIALE ET FAMILIALE. — Je le répète et j'insiste, je demande égalité pour tous les commerçants, entrepreneurs, artisans, salariés de ces lois sociales et familiales.

QUESTION ARTISANALE. — Je demande pour la question artisanale que tous les artisans de France, de tous les corps de métier, aient le droit d'employer quatre ouvriers et deux apprentis sans passer entrepreneurs. Nous devons soutenir de tout cœur ces petits entrepreneurs Cette loi demandée est de toute justice et doit entrer en application à la prochaine chambre.

VIGNETTE AUTOMOBILE ET ESSENCE. — Je demande la suppression de la vignette automobile. Je demande une baisse de 20 francs par litre d'essence et un même prix pour tous les Français quels qu'ils soient, à l'exception des tracteurs agricoles.

USINES NATIONALISEES. — Je demande la suppression de toutes les usines nationalisées en déficit car non seulement la nationalisation cause des dépenses inconsidérées de frais d'établissement ce qui constitue une concurrence illicite dont le consommateur fait seul les frais. Toute industrie, coopérative ou autre société doit payer intégralement les impôts sur les bénéfices réalisés. Je demande une décentralisation de certaines usines de la région parisienne vers les petites villes de province pour décongestionner les grandes villes et éviter le dépeuplement des campagnes, et conserver les enfants vers nous.

DISSOLUTION. — Je demande la dissolution de tout parti coupable d'abus envers la République ou recevant des directives de puissances étrangères pour la destruction de notre pays.

RECONSTRUCTION GENERALE. — Je demande que la reconstruction se termine le plus tôt possible et que les sinistrés soient enfin dédommagés de leurs sinistres, exemple dans notre région de reconstruction rapide : Ville d'Avranches dont je félicite le Sénateur-Maire.

BOUILLEURS DE CRU. — Je maintiens ma position de 1958 qui n'a pas changé. Je demande la liberté totale des bouilleurs de cru, la suppression des visites à domicile. Nous pouvons supprimer l'alcoolisme par des conférences publiques et de saines distractions, l'éducation et la compréhension de chacun. La taxe des alcools ne doit pas dépasser le prix d'achat. Les cultivateurs ne devront pas vendre d'eau-de-vie avant trois ans d'âge.

TRANSPORTS POMMES ET CIDRES. — Je demande que le transport des pommes à cidre et du cidre pour la consommation familiale soit totalement exonéré de tous droits pour le bonheur des petits ouvriers et fonctionnaires mal payés.

PRODUITS LAITIERS. — On ne peut admettre que le Gouvernement introduise en France des produits laitiers et de ce fait concurrence la culture française, véritable scandale pour l'Agriculture. Au contraire le Gouvernement doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider les cultivateurs à écouler leurs produits à des prix raisonnables correspondants aux prix industriels. Je le redis les produits agricoles doivent correspondre à ceux de l'indice industriel : C'est normal.

PROPRIETAIRES TERRIENS AGRICOLES. — Suivez l'exemple de M. HUET, petit propriétaire, qui a coupé une ferme en deux pour faciliter l'établissement de deux jeunes ménages culti-

vateurs pour leur bonheur dans le canton d'Avranches. M. Huet est toujours l'ami de ses fermiers. Nous marchons la main dans la main, chacun son métier. Qui dit mieux ?

QUESTION ENSEIGNEMENT. — C'est aux Parents de décider pour leurs enfants le choix de l'enseignement libre ou public qu'ils jugent devoir leur donner, l'Etat étant tenu d'assurer l'enseignement gratuit et rigoureusement neutre sur le plan confessionnel. Nous soutiendrons énergiquement la loi Barangé qui est d'autant plus une justice sociale que les élèves de l'école libre ou de l'école publique peuvent être un jour appelés à défendre le sol national sous le même drapeau. Nous devons le respect à nos deux écoles et les aider suivant nos possibilités et nous sauverons la France Républicaine et Chrétienne.

PAIX DEMANDEE. — La France a toujours été le pilier de la civilisation du Monde. Elle veut la Paix et demande la Paix. Elle demande aux grandes nations de respecter cette paix et la liberté des petites nations qui ont le droit de vivre dans la justice et la dignité. Je demande à la grande Russie de redonner la liberté à tous les peuples qu'elle a asservis par l'autodétermination avec le concours de nos alliés.

QUESTION ALGERIE. — C'est bien regrettable que nous ayons perdu l'Algérie. Nous avons été amenés à cette extrémité par la carence des gouvernements qui se sont succédés depuis 1955. Néanmoins, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour défendre la cause des réfugiés auprès des différents organismes susceptibles de favoriser leur reclassement parmi nous afin que l'inévitable dépaysement qui est le leur, leur soit moins pénible. Dès à présent et quoi qu'il arrive, je les assure de mon appui.

Nous formons des vœux pour que ce pays qui est notre œuvre retrouve la stabilité et que les Français qui y résident encore, puissent y travailler et y vivre en toute sécurité. Pour cette question, faisons confiance au général de Gaulle. L'avenir nous dira s'il a eu tort ou raison.

HOTELS-CAFES. — Les Hôtels-Cafés sont gérés par des commerçants contribuables comme les autres. Au nom de ce même libéralisme nous demandons leur entière franchise et la suppression de l'imbroglio de décrets qui entravent leur exercice. L'hôtellerie française et le Tourisme sont une fortune nationale et une industrie qui reste le noyau de notre vie urbaine si l'on tient compte de l'apport des devises. Nous voulons relever le pouvoir d'achat de tous les Français et Françaises, permettre à tous d'élever leur famille dans l'honnêteté et la dignité. Eux aussi ont droit au gâteau de la France. Une seule chose s'impose d'urgence : la réforme fiscale.

IMPOT SUR L'ENERGIE A LA BASE. — Plus d'impôts directs et indirects. Un impôt sain, payé par tous, taxations au départ des sources d'énergie, charbon, électricité, produits pétroliers, etc... Chacun paiera selon ses moyens, selon sa consommation et son train de vie. La charge fiscale se trouvera alors répartie rationnellement, l'imposition à la source supprime la fraude, les fraudeurs actuels paieront donc leur part, les charges fiscales seront allégées pour tous les petits commerçants agriculteurs ou autres et alors les impôts pourront être baissés de 18 à 20 % dans les dix huit mois à venir. Le pouvoir d'achat des petits travailleurs petits fonctionnaires ou autres seront alors augmentés d'autant. L'exécution de ce projet de loi doit être poursuivi. Bref pour arriver à un grand redressement national il faut du renouveau, des députés nouveaux venant de toutes les catégories sociales de la nation : ouvriers, commerçants, représentants, petits fonctionnaires, agriculteurs, petits industriels. C'est parmi eux qu'il faut choisir les députés. Ces solutions, vous n'en doutez pas, Electeurs et Electrices, ne peuvent être suggérées que par des hommes nouveaux dont la loyauté reconnue sans esprit de parti reste le gage de l'équilibre national.

J'ajouterai que je n'appartiens à aucun parti politique et je suis fier de ne m'être mouillé nulle part. Je n'ai rien à me reprocher et j'ai fait mon devoir pendant la guerre. La France agricole, industrielle et commerciale doit rester et restera une grande Nation républicaine, chrétienne et libre avec des hommes nouveaux qui prendront leurs responsabilités. Je le répète, un pays sans religion c'est la suppression des familles.

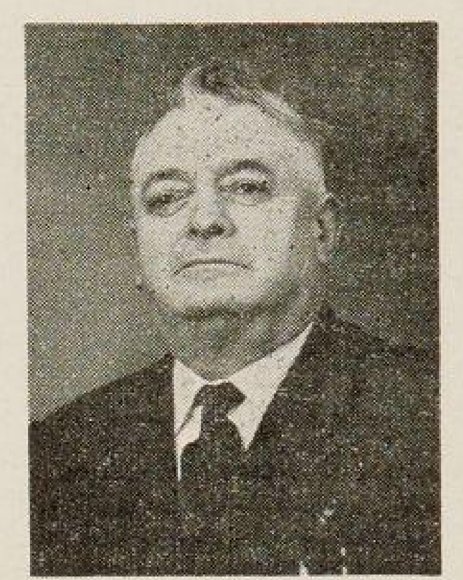
ATOMIQUE. — Je demande la suppression pure et simple des fabrications atomiques : bombes ou autres, américaines, russes et françaises, ainsi que la suppression de l'armée de frappe atomique française qui ne servira à rien en cas de conflit auprès de l'armement moderne des deux grands géants. Ces dépenses colossales ruinent la France et les contribuables. Je demande au monde entier civilisé, son remplacement dans le monde par la construction de maisons neuves pour les sans-logements, d'usines nouvelles dans nos campagnes, augmenter les pensions des vieux travailleurs, payer mieux les ouvriers mal payés et les petits fonctionnaires pour qu'ils puissent vivre heureux et élever normalement leurs familles, aider nos jeunes cultivateurs à s'installer avec du matériel agricole moderne et donner des crédits aux fonds forestiers pour le reboisement, la forêt est une fortune nationale, aider les pays sous-développés, leur apprendre la civilisation. Voilà ce qu'on appelle le progrès humain. Je ne crois pas à la guerre atomique, c'est trop grave.

POUVOIRS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE. — Je demande que pour solutionner des questions très importantes pour la destinée de la France, le Président de la République soit assisté des Présidents du Sénat, de la Chambre des Députés, du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel, mais, étant donné la gravité de la situation internationale, Français, Françaises, permettez-moi de vous demander de faire confiance au général de Gaulle pour les destinées du Pays.

CONCLUSION. — Mon destin, Electeurs et Electrices, est entre vos mains. Je me permets de vous demander vos suffrages et de vous demander, si vous le jugez utile, de suivre l'exemple de mes amis électeurs et électrices du canton de Pontorson qui m'ont donné en 1958 une majorité écrasante de confiance et dont je les remercie de tout cœur. Ils peuvent compter sur moi. Avec cette majorité dans tout le Sud de la Manche je suis sûr d'être vainqueur et de monter sur Paris défendre notre idéal à tous.

Je vous en remercie de tout cœur à l'avance.

VIVE LA FRANCE, VIVE LA REPUBLIQUE !



Le Candidat :

Auguste HUET

Représentant
Conseiller Municipal de Pontorson
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre et Médaille de la Résistance

Le Suppléant :

Armand PROVOST

Ancien Eleveur-Cultivateur
Ancien Adjoint Municipal
Chevalier du Mérite Agricole
Demeurant Commune de Tirepied (Manche)

Imp. Leclerc - St-Lô